

Les origines de la décolonisation

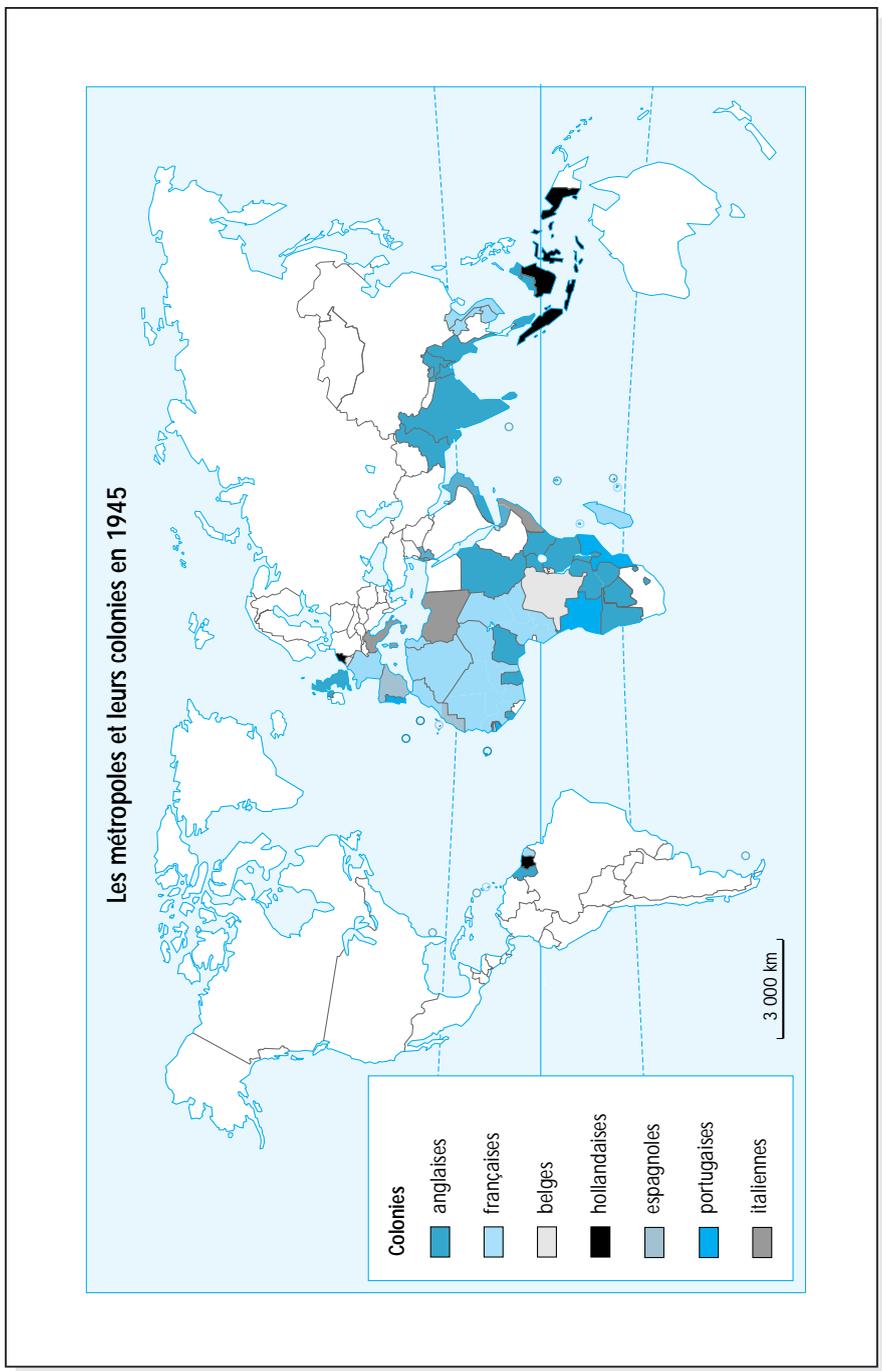
Des causes internes aux colonies

- **Le bouleversement des structures sociales** traditionnelles, dû à la colonisation, a déstabilisé les hiérarchies locales, brisé les solidarités communautaires, marginalisé certaines catégories sociales.
- **L'influence de penseurs nationaux** (Gandhi, Senghor) affirmant la grandeur et la dignité des cultures autochtones, la découverte par les élites intellectuelles des colonies des valeurs occidentales (liberté, égalité, fraternité) dont elles sont exclues, agitent les populations. Le modèle de la Résistance qui a démontré l'efficacité de la guérilla incite les mouvements de libération nationale, dont certains sont nés avant la guerre, à revendiquer plus fort l'indépendance.

Des causes externes aux colonies

- **Les puissances coloniales** sont affaiblies par la Seconde Guerre mondiale :
 - le mythe de la supériorité de la race blanche s'est effondré (à cause des divisions entre Européens, et de la victoire des Japonais en 1941) ;
 - elles sont obligées de faire des concessions aux peuples colonisés, qui ont participé aux campagnes contre les puissances de l'Axe.
- **Les deux Grands**, hostiles à la colonisation, encouragent la rébellion :
 - l'URSS dénonce toute forme d'oppression et d'exploitation ;
 - les États-Unis, au nom de leur propre passé, se font les champions du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».
 Leurs positions sont relayées par l'ONU.
- **Dans les métropoles**, l'anticolonialisme progresse du fait des communistes et de certains intellectuels ; des économistes s'inquiètent du poids démographique, sanitaire, financier des colonies, dont certaines coûtent davantage à la métropole qu'elles ne lui rapportent.

Conférence de Brazzaville (janvier 1944) : de Gaulle promet davantage d'égalité aux colonies qui le soutiennent.



La décolonisation en Asie

Les succès japonais ont déstabilisé les colonies d'Asie, qui accèdent les premières à l'indépendance.

Indonésie : une indépendance arrachée

- **Colonie néerlandaise**, l'Indonésie subit l'occupation japonaise dès 1942.

- **Ahmed Soekarno*** proclame l'indépendance de l'Indonésie le 17 août 1945, dès le départ des Japonais. Les Pays-Bas la refusent et envoient en 1946 un corps expéditionnaire. Mais sous la pression de l'ONU et des États-Unis, les Pays-Bas doivent se résigner à négocier.

- **L'indépendance** des États-Unis d'Indonésie est reconnue le 27 décembre 1949. Ceux-ci rompent tous leurs liens avec les Pays-Bas en 1954.

Inde : une indépendance négociée, mais sanglante

- **C'est une colonie britannique.** Les Anglais sont prêts à lui accorder son indépendance, mais ils doivent trouver un compromis entre :

- les musulmans menés par Jinnah qui veulent une partition de l'Inde ;
- et les hindouistes de Gandhi* et Nehru, partisans de l'unité indienne.

- **Lord Mountbatten** proclame le 15 août 1947 l'indépendance de l'Inde et sa partition en deux États : l'Union indienne et le Pakistan, musulman, formé de deux provinces séparées par 1 700 km. Dominion* du Commonwealth, l'Inde choisit Mountbatten comme gouverneur.

- **La partition** s'effectue avec déplacements de population et massacres. Gandhi, symbole de la conciliation, est assassiné par un fanatique hindouiste en janvier 1948.

- **Ceylan** (le Sri Lanka) et **la Birmanie**, autres colonies britanniques, accèdent respectivement à l'indépendance en 1947 et 1948.

L'Indonésie s'étend sur les îles de Java, Sumatra, Bornéo, Bali, les Célèbes et les petites îles de la Sonde; sa population est en majorité musulmane.

Ahmed Soekarno (1901-1970) : fondateur du Parti nationaliste indonésien en 1927

Gandhi : leader du mouvement national, il popularise la cause de l'indépendance indienne par des actions non-violentes (grèves de la faim, marches, désobéissance passive, boycott).

Dominion : État membre du Commonwealth

L'Indochine est une péninsule formée de la Cochinchine, du Tonkin, de l'empire d'Annam et des royaumes du Laos et du Cambodge.

Hô Chi Minh : né en 1890, il adhère au parti communiste lors d'un séjour en France dans les années vingt. Il fonde le Viêt-minh en 1941, et reste à la tête de toutes les luttes du Viêt-Nam jusqu'à sa mort en 1969.

Indochine : une indépendance par la guerre

- **C'est une colonie française.** Les Français y sont discrédités depuis qu'ils ont été vaincus et que l'administration de Vichy a collaboré avec l'occupant japonais.
- **Hô Chi Minh***, révolutionnaire communiste, proclame, dès la capitulation japonaise, la **République démocratique du Viêt-Nam** en septembre 1945 ; celle-ci comprend la Cochinchine, l'Annam et le Tonkin.
- **Le 6 mars 1946**, la France reconnaît le Viêt-Nam comme un État libre dans l'Union française, malgré l'hostilité de l'opinion publique.
- **À la suite d'attentats**, l'amiral Thierry d'Argenlieu ordonne à la flotte française de bombarder le port d'Haiphong (6 000 morts) ; en représailles, le Viêt-minh massacre 200 Européens à Hanoï.
- **La guerre d'Indochine** commence :
 - la France, avec l'appui de l'empereur fantoche Bao Dai, puis le soutien financier des États-Unis dès 1950 (à l'époque de la guerre de Corée), tient les grandes villes et les ports ;
 - les troupes communistes du général Giap, soutenues par l'URSS et à partir de 1949 par la Chine communiste, tiennent les campagnes.
- **La défaite de Diên Biên Phu** le 7 mai 1954 cause la chute du gouvernement. Mendès France, le nouveau président du Conseil, entame des négociations.
- **Les accords de Genève** sont signés en juillet 1954 : le Laos et le Cambodge accèdent à l'indépendance ; le Viêt-Nam est divisé en deux États (séparés par le 17^e parallèle), **au nord, les communistes** (capitale Hanoï), **au sud une république nationaliste** (capitale Saigon). Des élections libres devront décider du sort du pays ; elles n'auront jamais lieu et seront la cause de la « guerre du Viêt-Nam » dans laquelle les États-Unis s'engagent progressivement pour protéger le Sud de l'avance des communistes.

La décolonisation en Afrique du Nord

Protectorat : tutelle qu'une grande puissance impose à un petit État, dont elle assume les relations extérieures et une part de l'administration.

***Habib Bourguiba** : né en 1903, il milite dès les années 30 au parti indépendantiste du Néo-Destour, est plusieurs fois emprisonné. Il dirige autoritairement la république tunisienne jusqu'à son éviction en 1987.*

***Istiqlal** : parti indépendantiste marocain, inspiré par le sultan, commandeur des croyants*

Alors que les protectorats* accèdent assez facilement à l'indépendance, la décolonisation donne lieu à une véritable guerre en Algérie.

Des indépendances « accordées » après la guerre

- **La Libye**, colonie italienne, accède à l'indépendance après la défaite de l'Italie (1951).
- **L'Égypte**, royaume théoriquement indépendant, mais longtemps dominé par la Grande-Bretagne, s'émancipe et devient une république progressiste après le coup d'État du général Néguib (1952), vite supplanté par Nasser.

Des indépendances négociées

- **La Tunisie**, protectorat français, est soumise à une importante agitation.
 - En juin 1955, elle obtient l'autonomie interne (promise en juillet 1954 par Mendès France lors du « discours de Carthage »).
 - Le 20 mars 1956, l'indépendance est proclamée et Habib Bourguiba*, leader du Néo-Destour, proclame la République.
- **Le Maroc** est aussi un protectorat français. L'Istiqlal* réclame l'indépendance du royaume dès 1945. Mais la France continue d'y mener une politique autoritaire et, depuis 1947, tente d'éliminer le sultan Mohamed V et son fils, l'actuel roi Hassan II, en suscitant une rébellion contre eux.
 - Devant les témoignages de fidélité des Marocains à Mohamed V, la France se résout à rétablir le sultan (nov. 1955), puis à accorder l'indépendance au Maroc (mars 1956).
 - En avril 1956, l'Espagne renonce à son tour à ses droits sur ses possessions au Maroc.

MTLD :
Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques, fondé par Messali Hadj en 1946

FLN :
Front de libération nationale dirigé par Ben Bella et Aït Ahmed

OAS :
Organisation armée secrète qui se manifeste par des actes terroristes en métropole.

Algérie : une indépendance par la guerre

- **Seule colonie de « peuplement » français**, l'Algérie compte 10 % d'Européens (les « pieds noirs ») qui s'opposent à toute réforme mettant en cause leur prééminence ; ils sont appuyés par un puissant lobby qui leur rallie l'opinion publique, mais se heurtent aux progressistes algériens qui réclament l'indépendance. Après les émeutes de Sétif en 1945, les nationalistes fondent le MTLD*. Le **mouvement nationaliste** se regroupe en 1954 autour du FLN*.

- **La guerre d'Algérie** commence lorsque le FLN déclenche une insurrection le 1^{er} nov. 1954 (Toussaint). À partir de 1956, le gouvernement français engage le contingent et rappelle des réservistes pour des opérations de « maintien de l'ordre ». L'armée française efface l'humiliation de la défaite indo-chinoise mais ses méthodes suscitent des réticences.

- **Le problème de la torture** et le bombardement du village tunisien de Sakhiet Sidi Youssef (fév. 1958) provoquent l'indignation d'une partie de l'opinion en France et à l'étranger. L'ONU condamne la politique menée par la France en Algérie.

- **L'opinion française** se lasse de cette « sale guerre » qui fait 25 000 morts dans les rangs français et (peut-être) plus de 300 000 du côté algérien.

- **Le général de Gaulle**, à la suite des émeutes d'Alger (13 mai 1958) et d'une crise ministérielle en France, accède au pouvoir. Il reconnaît le droit des Algériens à l'autodétermination, puis à l'indépendance.

- **Les accords d'Évian** sont signés en mars 1962, malgré l'opposition des extrémistes de l'OAS*, partisans du maintien de la colonisation.

- **L'indépendance** de l'Algérie est proclamée en juillet 1962. Près d'un million de Français sont rapatriés d'Algérie en métropole.

La décolonisation en Afrique noire

Afrique noire

française : elle se compose de l'AEF et de l'AOF.

AEF (Afrique équatoriale française) : Cameroun,

Gabon, Moyen-Congo (actuel Congo),

Oubangui-Chari (actuelle Rép. centrafricaine),

Tchad

AOF (Afrique occidentale française) :

Côte-d'Ivoire,

Dahomey

(actuel Bénin), Guinée, Haute-

Volta (actuel Burkina-Faso),

Mauritanie,

Niger, Sénégal,

Soudan (actuel Mali), Togo

Lumumba :

né en 1925,

progressiste,

il est Premier ministre du

Congo en 1960.

Livré par

Mobutu aux

Katangais,

il est assassiné en 1961.

Dans l'Empire français

L'Afrique noire française*, qui a soutenu le général de Gaulle après son discours de Brazzaville (1944), s'est vu promettre une union sur des bases égalitaires.

- **En 1956**, la loi-cadre Defferre lui accorde l'autonomie. En 1958, elle adhère à la Communauté française, sauf la Guinée de Sékou-Touré qui acquiert son indépendance.

- **En 1960**, l'indépendance des pays d'Afrique noire francophone est acquise, mais ils gardent tous des liens économiques et politiques avec la France.

- **À Madagascar**, la répression française fait des milliers de morts en 1947.

Dans l'Empire britannique

Des indépendances négociées ont lieu dans les colonies britanniques du Ghana (1957), du Nigeria (1960), de Sierra Leone (1961), **sauf au Kenya**, où les Mau-Mau se battent contre l'armée anglaise de 1952 à 1963 (date de l'indépendance).

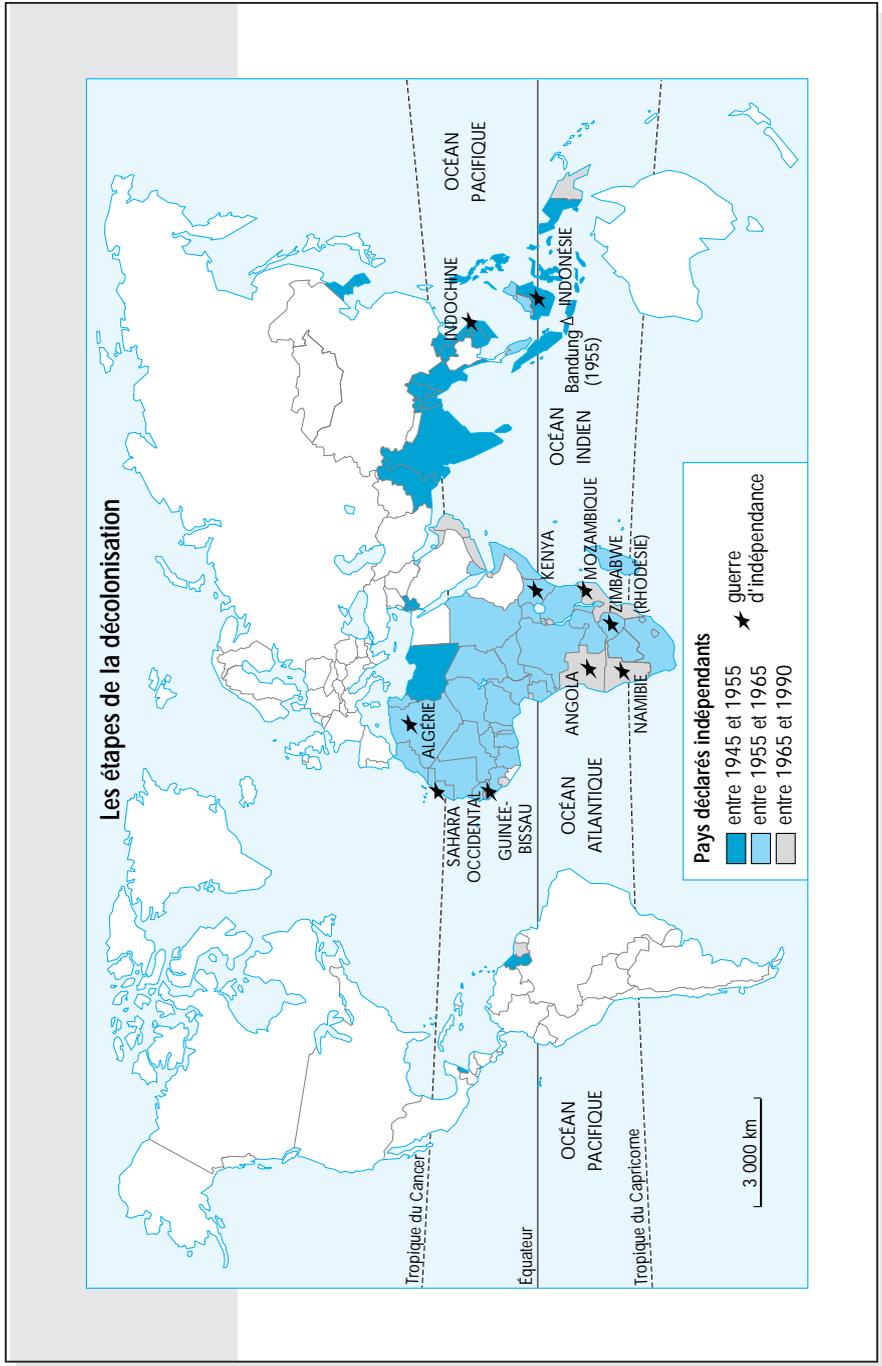
Dans l'Empire belge

Le Congo belge (futur Zaïre) est décolonisé en 1960 après plusieurs années de troubles. Mais la sécession du riche Katanga entraîne le pays dans une **guerre civile** pendant laquelle le leader Lumumba* est assassiné. Le général Mobutu rétablit l'ordre avec l'aide de l'ONU en 1967; il exerce sans interruption le pouvoir jusqu'en 1997.

Dans l'Empire portugais

- **En Guinée-Bissau, Angola et Mozambique**, des mouvements nationalistes luttent contre l'armée portugaise. Ces conflits entraînent la chute du régime. En 1974, des officiers mettent fin à la dictature lors de la « **Révolution des œillets** ».

- **La Guinée obtient son indépendance en 1974**, l'Angola et le Mozambique en 1975.



L'émergence du Tiers-Monde

Les nouveaux États, ni à l'Est ni à l'Ouest, forment le « Tiers-Monde » (Alfred Sauvy). Ils ne parviennent pas à échapper à la logique des blocs.

La conférence de Bandung

Soekarno : chef
d'État
indonésien

Nehru : Premier
ministre indien

Nasser : chef
d'État égyptien

Zhou Enlai
(1898-1976) :
Premier ministre
et ministre des
Affaires
étrangères de
Chine populaire ;
plus réaliste que
Mao Zedong, il
soutient tous les
mouvements
anti-
impérialistes.

Tito : chef d'État
yougoslave

Néo-
colonialisme :
attitude qui
consiste à
remplacer la
domination
politique par
une domination
économique

• **29 États d'Afrique et d'Asie** (dont le Japon) envoient leurs représentants en Indonésie en avril 1955. Les leaders sont Soekarno*, Nehru*, Nasser* et Zhou Enlai*.

• **Malgré les divisions profondes** entre pays communistes, pro-occidentaux (Turquie, Irak) et neutralistes (Inde), ils trouvent un **accord sur dix principes** : égalité des races, liberté pour les peuples encore colonisés, soutien aux mouvements de libération nationale, non-ingérence, refus de toute alliance avec un des deux blocs. Leurs revendications trouvent une tribune à l'ONU qui accueille 17 nouveaux États en 1961.

L'échec du non-alignement

• **À la conférence de Belgrade** (1961), Nasser, Nehru et Tito* fondent le **mouvement des non-alignés**, strictement neutraliste.

• **Cependant, pour obtenir une aide** économique ou militaire, les jeunes nations sont souvent contraintes de choisir un partenaire dans l'un des blocs.

• **Une dérive politique** s'amorce dès 1966 lors de la conférence de La Havane, où des tiers-mondistes choisissent la **voie révolutionnaire** (communiste).

• **La condamnation de l'impérialisme** demeure le seul thème commun aux pays du Tiers-Monde, unanimes à réprocher le néo-colonialisme*.

• **Les tiers-mondistes**, intellectuels des pays développés, dénoncent les colonisateurs comme responsables du sous-développement, en évoquant la disparition des Indiens d'Amérique, la traite des Noirs et l'acculturation. Cette critique est relayée par la jeunesse des pays occidentaux, qui proteste aussi contre la guerre du Viêt-Nam.

Les revendications économiques

Dégradation des termes de l'échange : les cours des matières premières vendues par les pays du Sud ont tendance à baisser alors que ceux des produits manufacturés vendus par le Nord sont en hausse.

CNUCED : Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

PNUD : Programme des Nations unies pour le développement

ONUDI : Organisation des Nations unies pour le développement industriel

OPEP : Organisation des pays exportateurs de pétrole

À partir des années 70, les revendications économiques priment sur les problèmes politiques, mais rien ne modifie l'ordre international.

Pour un nouvel ordre économique international (NOEI)

- **Le groupe des 77** se constitue pour infléchir les accords du GATT, jugés trop favorables aux pays industrialisés. En 1963, ces pays du Tiers-Monde réclament une conférence sur la dégradation des termes de l'échange*.
- **La création de la CNUCED***, qui se réunit tous les quatre ans à partir de 1964, est le résultat des pressions des 77.

Des succès limités

- **L'offensive des 77** se poursuit tout au long des années 60 sans grand succès.
- **L'ONU** se dote d'organismes chargés de favoriser le développement : PNUD* (1965), ONUDI* (1966).
- **Le rôle de la CEE** est plus positif.
 - Ses premières discussions avec 18 pays de la zone ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), en 1963, aboutissent à la **convention de Yaoundé** contre les barrières douanières envers les pays du Sud. Les **accords de Lomé** (1976-1991) élargissent cette convention à de nouveaux produits.
 - La CEE applique les **résolutions de la CNUCED de Nairobi** (1976), qui constituent un fonds commun de stabilisation des cours de 19 produits.
- **L'instauration d'un nouvel ordre économique international** est la principale revendication de la conférence des 86 États non-alignés à **Alger en 1973**. Mais aucun d'eux n'a les moyens de l'imposer. Les sommets de Paris (1975, 1977) et Cancun (1981) n'ont guère plus d'effet.
- **En 1973, l'OPEP*** est le seul organisme à créer des conditions favorables au Tiers-Monde, mais ses membres se divisent très vite.

La dette des PVD a dépassé en 1990 mille milliards de dollars. Malgré la suppression d'un tiers de la dette en 1987, son service accapare le tiers de la valeur des exportations de nombreux pays.

L'opposition Nord-Sud

Loin de favoriser l'apparition d'un nouvel ordre international, la fin des blocs suscite de nouveaux conflits dont le Tiers-Monde, éclaté, est la première victime.

Un Tiers-Monde éclaté

- **Des divisions politiques** séparent les pays du Tiers-Monde : Chine contre Viêt-Nam, Inde contre Chine.
- **La fin des illusions tiers-mondistes** est due à la **fin des mythes révolutionnaires**, au scandale des *boat-people* qui fuient le Viêt-Nam et à la révélation, en 1987, du génocide cambodgien.
- **L'OPEP se divise** entre États qui souhaitent maintenir des prix élevés en réduisant la production (Irak, Koweït) et États peu peuplés qui peuvent supporter une baisse des prix, compensée par l'accroissement des quantités commercialisées.
- **En 1982, la crise de la dette** voit les PVD négocier séparément avec le FMI. Elle révèle les **failles des stratégies de développement**, les gaspillages et des dysfonctionnements.

La suprématie du Nord sur le Sud

Le Nord intervient dans les conflits du Sud quand ceux-ci mettent sa sécurité en cause.

- **La seconde guerre du Golfe** éclate avec l'invasion du Koweït par l'Irak, en août 1990. L'ONU mandate les États-Unis pour mener l'opération *Desert Storm* qui aboutit à la défaite de l'Irak en février 1991. Le premier conflit armé après la fin de la guerre froide aura été un **conflit Nord-Sud**.
- **D'autres interventions**, généralement organisées par les États-Unis, prouvent la suprématie du Nord : les États-Unis attaquent en 1989 le Panama pour lutter contre le trafic de drogue, ils lancent l'opération *Restore Hope* en Somalie (1993), interviennent en Haïti (1994) et au Burundi. La France intervient au Rwanda, où elle joue depuis longtemps un rôle discuté.